L. 13.189/2.
L. 13.190/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 11 août 1978, d'une demande d'avis sur :

1) un projet d'arrêté royal "portant organisation de l'Institut royal supérieur de défense";

2) un projet d'arrêté ministériel "portant organisation de l'Institut royal supérieur de défense",

a donné le 20 septembre 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 11e augustus 1978 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over :

1) een ontwerp van koninklijk besluit "houdende inrichting van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie";

2) een ontwerp van ministerieel besluit "houdende inrichting van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie",

heeft de 20e september 1978 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal portant organisation de l'Institut royal supérieur de défense (L. 13.189) et le projet d'arrêté ministériel portant organisation de l'Institut royal supérieur de défense (L. 13.190) sont complémentaires, le second étant pris par le Ministre de la Défense nationale pour exécuter les missions que le premier lui confie. Le Conseil d'Etat les a examinés ensemble; son avis a trait aux deux projets.

+

Le projet d'arrêté royal crée en lieu et place de l'Ecole de guerre un "Institut royal supérieur de défense", dont la mission est double. D'une part "il dispense aux cadres supérieurs des forces armées la formation nécessaire à l'exercice des fonctions d'état-major et de commandement de niveau élevé" (article 2, alinéa 1er) et, pour ce faire, il "organise un cours supérieur d'état-major" (article 9) préalable à l'octroi par le Roi du titre de breveté d'état-major (article 15, § 3). D'autre part, l'institut est chargé "de l'étude multidisciplinaire des domaines de la sécurité et de la défense de l'Etat" (article 2, alinéa 2) et, pour ce faire, il organise un centre d'études de défense (articles 16 et suivants).

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Quant à la première mission de l'Institut.

Il ne peut être contesté que le Roi, en exécution de l'article 68 de la Constitution qui Lui confie par son alinéa 1er le commandement des forces de terre et de mer et en exécution de l'article 66, alinéa 1er, de la Constitution aux termes duquel Il "confère les grades dans l'armée",

puisse créer, pour les officiers, des brevets de capacité et instituer, à l'intérieur des forces armées, des écoles pour dispenser aux officiers l'enseignement requis pour l'obtention de tels brevets.

Toutefois, ce pouvoir du Roi ne peut s'exercer que dans le respect d'autres dispositions de la Constitution et notamment de l'article 118 qui confie au législateur le soin de régler "l'avancement, les droits et les obligations des militaires".

+

Dès les premières années de l'indépendance de la Belgique, l'avancement des officiers fit l'objet d'une loi, celle du 16 juin 1836. Après la guerre de 1914-1918, cette loi fut abrogée par la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, qui réorganisa complètement le statut des officiers.

L'article 12 de cette dernière loi prévoyait que tout capitaine, pour accéder au grade de major, devait avoir justifié de ses connaissances militaires professionnelles au cours d'une épreuve pratique dont le programme devait être déterminé par arrêté royal. Il disposait, en outre, en son alinéa 2 que "les officiers brevetés d'état-major sont dispensés de cette épreuve". Cet article était justifié dans l'exposé des motifs par une simple phrase : "Le principe des épreuves à subir par les capitaines non-brevetés d'état-major pour accéder au grade de major, a été inscrit dans la loi". (Session 1922-1923 Ch. des Repr. Doc. parl. n° 144).

Cet article comprenait deux règles relatives à l'avancement des officiers et spéciales à l'accession, par le capitaine, grade d'officier subalterne, au grade de major, premier dans la liste des grades d'officier supérieur : pour accéder à ce grade, le capitaine devait avoir réussi un examen dont le programme était fixé par le Roi - les capitaines brevetés d'état-major étaient dispensés de cet examen.

La dispense de l'examen de major dont bénéficiaient les officiers brevetés d'état-major n'a pas été reprise dans la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne. Les travaux préparatoires de cette loi n'en disent pas la raison; il semble cependant qu'il faille trouver celle-ci dans le caractère spécifique des fonctions des officiers de la force aérienne.

Par contre, la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, après avoir prévu en son article 16 que les officiers d'un grade équivalent à celui de capitaine doivent, pour accéder à un grade équivalent à celui de major, réussir une épreuve dont le programme est déterminé par le Roi, dispose en l'alinéa 2 du même article : "Les officiers brevetés d'état-major sont dispensés de ces épreuves".

+

La loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve qui abroge les lois du 15 septembre 1924, du 3 avril 1948 et du 14 juin 1951 fixe un statut pour les officiers des trois forces.

.../...

L'article 40 qui règle spécialement l'accession au grade de major, dispose :

"Nul officier ne peut être nommé au grade de major s'il n'a satisfait à des épreuves dont le Roi fixe les règles de participation, le programme et les modalités d'exécution.

Les officiers porteurs d'un brevet d'état-major ainsi que les officiers porteurs d'un brevet de valeur équivalente que le Roi détermine, peuvent être dispensés de tout ou partie de ces épreuves".

Si les autres travaux préparatoires de cette loi du 1er mars 1958 ne donnent aucune indication concernant le second alinéa de cet article, par contre, l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, révèle le motif pour lequel la loi elle-même a précisé, dans une certaine mesure, les brevets qui pouvaient donner lieu à dispense d'examen.

On lit dans cet avis :

> "Après avoir disposé en son alinéa 1er que "nul officier ne peut être nommé au grade de major s'il ne satisfait à des épreuves", l'article 41 (article 40 de la loi) dispose en son alinéa 2 que "les officiers porteurs de certains brevets militaires que le Roi détermine peuvent être dispensés de tout ou partie de ces épreuves".
>
> Le projet laisse donc au Roi le soin de déterminer les brevets militaires auxquels peut être attachée une dispense des épreuves de major alors que l'article 12 de la loi du 15 septembre 1924 et l'article 16 de la loi du 14 juin 1951 prévoient actuellement que la dispense de l'examen de major n'existe qu'en faveur des officiers de la force terrestre et de la force navale, brevetés d'état-major.

Les dispositions plus précises actuellement en vigueur, répondent mieux au prescrit de l'article 118 de la Constitution que l'alinéa 2 de l'article 41 du projet.

Dans une matière aussi importante que celle de l'avancement des officiers, plus spécialement de l'accession à la catégorie des officiers supérieurs que le Constituant a entendu confier au législateur, le Conseil d'Etat croit qu'il serait préférable de suivre la tradition et de citer dans la loi les brevets qui, actuellement, pourraient donner lieu à dispense de tout ou partie des épreuves de major". (Session 1956-1957 Chambre des Repr. Doc. parl. n° 681/1 p. 22).

Le législateur a suivi cet avis tout au moins en citant le brevet d'état-major.

De l'exposé qui précède, il ressort que depuis 1924, le législateur a fixé certaines règles pour l'avancement du grade de major. Selon les dispositions de la loi du 15 septembre 1924, pour accéder au grade de major, le capitaine devait soit réussir l'épreuve organisée à cet effet, soit être titulaire du brevet d'état-major; en ce cas, la loi accordait par elle-même la dispense de l'épreuve. (Article 12, alinéa 2). Selon les dispositions établies par la loi du 1er mars 1958, pour accéder au grade de major, le capitaine doit également soit réussir les épreuves imposées, soit être dispensé de tout ou partie de celles-ci. L'article 40, alinéa 2, reproduit ci-dessus habilite, en effet, le Roi à dispenser de tout ou partie des épreuves, les officiers porteurs d'un brevet d'état-major ou d'un brevet de valeur équivalente. Comme on l'a rappelé ci-dessus, la mention du brevet d'état-major a été insérée dans la loi à la suite d'une observation du Conseil d'Etat, qui estimait que des dispositions plus précises que celles du projet satisferaient mieux à la prescription de l'article 118 de la Constitution. Compte tenu de cet élément, compte tenu

également du régime institué sur la base de la loi de 1924 et eu égard au caractère spécifique du brevet d'état-major, lequel est la preuve d'une préparation toute spéciale à des fonctions d'état-major ou de commandement supérieur, l'article 40, alinéa 2, de la loi du 1er mars 1958, doit être interprété en ce sens que non seulement il habilite mais, qu'en outre, il oblige le Roi à dispenser, en tout ou en partie, de l'examen d'accès au grade de major, les officiers porteurs du brevet d'état-major. On conçoit difficilement, en effet, que le législateur aurait à la fois prévu la dispense de l'épreuve au profit des officiers porteurs dudit brevet et permis au Roi de refuser totalement de faire usage de son pouvoir de dispense à l'égard de ces officiers.

Examinant les deux projets au regard de l'article 40 de la loi du 1er mars 1958, on constate que les officiers qui seront appelés à suivre les cours qui leur permettront d'obtenir le brevet d'état-major doivent être revêtus du grade de major et par conséquent avoir réussi les épreuves exigées pour l'accession à ce grade.

En effet, le projet d'arrêté royal prévoit en son article 11, § 2, que le Ministre "détermine les conditions d'agrément" que doivent réunir les officiers candidats à l'admission au cours ainsi que "les critères de sélection" dont il faut tenir compte. Exécutant cette disposition, le projet d'arrêté ministériel prévoit en son article 6 que, pour pouvoir être agréé comme candidat, l'officier doit notamment :

"3° avoir, au moment où il est proposé :

a. été recommandé pour le grade de major par le comité d'avancement;

.../...

b. exercé les fonctions d'officier supérieur pendant au moins un an après avoir été recommandé pour le grade de major;

4° être revêtu du grade de major au plus tard le 1er janvier de l'année dans laquelle l'officier entame le cours supérieur d'état-major".

En son article 7, le projet d'arrêté ministériel prévoit parmi les critères de sélection dont il sera tenu compte pour la proposition des candidatures des officiers à l'admission au cours notamment :

"2° les résultats obtenus aux épreuves professionnelles imposées pour la nomination au grade de major ou à un grade équivalent;

3° le rendement dans les fonctions d'officier supérieur exercées".

De telles dispositions seraient prises par le Ministre et non par le Roi; mais même si elles étaient édictées par Celui-ci, encore seraient-elles contraires à l'article 40, alinéa 2, de la loi du 1er mars 1958 qui n'a fait que confirmer en y apportant des modifications rendues nécessaires par la spécialisation de certains officiers, une disposition qui figure depuis la loi du 15 septembre 1924 dans le statut légal des officiers. Si l'exigence du grade de major était maintenue pour l'entrée à l'Institut, le Roi rendrait sans effet une disposition législative, à savoir celle qui fixe une des conditions d'avancement du grade de capitaine à celui de major.

Le régime organisé par l'article 48 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie a un caractère spécial.

Il se concevrait cependant difficilement que les conditions d'octroi du brevet d'état-major, et notamment celle qui se rapporte au grade dont les élèves de l'Institut doivent être revêtus, soient différentes pour la gendarmerie de ce qu'elles sont pour les autres forces.

II. Quant à la seconde mission de l'Institut.

L'article 2, alinéa 2, du projet d'arrêté royal assigne à l'Institut une mission nouvelle qu'il définit en ces termes :

"En outre, par l'étude multidisciplinaire des domaines de la sécurité et de la défense de l'Etat, considérés dans un contexte national et international, l'Institut contribue à une meilleure perception de ceux-ci tant au sein qu'en dehors des forces armées et ce dans le cadre de la politique constante de recherche de la paix menée par la Belgique".

Cette mission est développée et précisée dans les chapitres III, respectivement du projet d'arrêté royal et du projet d'arrêté ministériel , et en particulier dans l'article 16 du projet d'arrêté royal :

"Article 16.-
En cette matière, la mission de l'Institut consiste à :

1° organiser au sein du centre d'études de défense, l'étude permanente des problèmes que posent la sécurité et la survie du pays, considérées dans leur acceptation (lire : acception) la plus large;

2° mettre en lumière les facteurs, les moyens et les besoins qui conditionnent cette sécurité et cette survie;

Dans ce but, l'Institut peut organiser des activités publiques ainsi que des conférences ou des sessions sous forme de colloques ou séminaires".

Commandant des forces armées en vertu de l'article 68 de la Constitution, le Roi a le pouvoir de charger l'Institut qu'il crée au sein de ces forces, de contribuer à une meilleure perception par celles-ci des questions de sécurité et de défense qui entrent dans leur mission.

.../...

En revanche, Lui reconnaître le pouvoir de charger l'Institut de cette même mission en dehors des forces armées, c'est-à-dire dans des secteurs plus ou moins larges de l'opinion publique, se heurterait à des objections d'ordre constitutionnel et légal.

A. L'Institut projeté ne peut, pas plus que l'Ecole de guerre, être compris parmi les établissements dispensant "l'instruction publique donnée aux frais de l'Etat", sans quoi il ne pourrait être créé que par une loi, en vertu de l'article 17 de la Constitution. Le fondement constitutionnel de l'arrêté royal en projet ne peut donc être que l'article 68 de la Constitution.

Or, le commandement des forces armées, conféré au Roi par cette disposition, n'emporte pas le pouvoir de permettre à celles-ci de s'écarter de leur neutralité politique traditionnelle, ni, par conséquent, celui d'assigner à une institution militaire une tâche qui l'en écarterait.

Comment ne serait-ce pas le cas pour une mission permanente d'information et de documentation publiques sur des questions qui impliquent nécessairement des options politiques, comme en témoigne le souci d'indiquer, à l'article 2, alinéa 2, précité, que ces options ne sauraient relever que d'une politique de paix? Cette indication générale n'est d'ailleurs nullement de nature à ôter tout aspect politique aux questions évoquées à l'article 16 du projet d'arrêté royal, et notamment à celle, controversée, du choix des moyens d'une politique de paix.

B. L'article 15, § 1er, de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées, dispose comme suit :

.../...

"§ 1er. Il est interdit aux militaires de se livrer à des activités politiques au sein de l'armée.

A l'exception des membres de la gendarmerie, les militaires peuvent s'affilier à un parti politique de leur choix et y exercer les droits afférents à leur qualité de membre.

Il ne peuvent toutefois y remplir d'autres fonctions que celles d'expert, de conseiller ou de membres d'un centre d'étude.

Toute autre participation active ou publique à la vie politique à un autre titre leur est interdite, même en dehors du service".

Sans doute cette disposition, comme d'ailleurs l'ensemble de la loi, a-t-elle pour but direct "d'adapter aux conditions actuelles les règles relatives à l'éthique militaire" (Exposé des motifs, Chambre, 1971-1972, doc. n° 373-1, p. 1).

Elle relève néanmoins d'une conception restrictive de la participation des militaires à la vie politique. L'exposé des motifs rappelle le fondement de cette conception :

"Le Gouvernement a estimé qu'il n'y avait pas lieu de limiter la liberté politique individuelle des militaires.

Ceux-ci, à l'exception des membres de la gendarmerie dont il sera question ci-après, pourront s'affilier au parti politique de leur choix.

Toutefois, à peine de compromettre la cohésion de l'armée et, par voie de conséquence, son efficacité, le Gouvernement a estimé qu'aucune activité politique ne pouvait s'exercer en son sein.

D'autre part, et toujours pour les mêmes raisons de sauvegarder la cohésion et l'indépendance de l'armée, il n'est pas concevable qu'un militaire qui se doit avant tout de servir le Gouvernement et de se préparer à sa mission essentielle qui est la défense de la nation, se livre publiquement à des activités politiques" (Exposé des motifs, p. 5).

En votant sans amendement l'article 15, § 1er, du projet de loi qui lui était soumis, le législateur a fait sienne cette définition de la "mission essentielle" qui, au demeurant, correspond à l'enseignement de la doctrine (voir notamment le Répertoire pratique du droit belge, v° Armée, n°s 2 et 4, et GIRON, Droit public, n° 424). Il va de soi, par ailleurs, que, pour les militaires, l'obligation de réserve est plus impérieuse encore lorsqu'ils agissent en tant que membres des forces armées, définition que lorsqu'ils exercent leurs droits et leurs libertés de citoyens. A la chambre, le Ministre de la Défense nationale a confirmé en termes particulièrement nets cette portée de l'alinéa 1er de l'article 15, § 1er :

> "Ils ne peuvent pas se livrer à des activités politiques au sein de l'armée et ne peuvent adopter des attitudes politiques" (Annales, séance du 23 octobre 1974, p. 142).

L'activité publique de l'Institut royal supérieur de défense, telle qu'elle est prévue par l'arrêté royal et par l'arrêté ministériel en projet n'est, à un double point de vue, pas conciliable avec l'article 15, § 1er, de la loi du 14 janvier 1975 :

- d'une part, cette dernière disposition consacre, au moins implicitement, le devoir de l'armée de s'abstenir de toute intervention dans la vie politique du pays;

- d'autre part, dans un souci de cohésion et d'efficacité de l'armée, elle interdit toute activité politique individuelle au sein de celle-ci.

En conclusion de cette observation générale, s'il peut être admis que le Roi puise dans l'article 68 de la Constitution le pouvoir de confier à l'Institut royal supérieur de défense la mission d'études que les projets décrivent,

c'est uniquement au sein de l'armée et, bien entendu, dans le respect de l'article 15, § 1er, de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées.

L'article 2, alinéa 2, et le chapitre III du projet d'arrêté royal devraient être revus en conséquence. L'article 12, 2°, du projet d'arrêté ministériel devrait être omis.

III. Quant aux délégations et subdélégations de pouvoirs.

Le projet d'arrêté royal règle sur de nombreux points, l'organisation et le fonctionnement de l'Institut de défense qu'il crée en remplacement de l'Ecole de guerre.

Toutefois, dans plusieurs articles dudit projet, le Roi délègue des pouvoirs au Ministre de la Défense nationale, même en autorisant celui-ci, en une matière déterminée à subdéléguer les pouvoirs qu'il aurait reçus, à l'"autorité militaire qu'il désigne".

Par l'article 11, § 2, le Roi habilite le Ministre de la Défense nationale à "détermine(r) les conditions d'agrément et les critères de sélection" en vue du choix des officiers qui seront admis à suivre le "cours supérieur d'état-major".

L'article 14, § 2, énonce que "la mission et la composition du jury (devant lequel doit être subie l'épreuve imposée à la fin du cours) sont déterminées par le Ministre de la Défense nationale ou par l'autorité militaire qu'il désigne".

.../...

Selon les principes fondamentaux du droit public, la délégation de pouvoir n'est autorisée que dans la mesure où elle n'a pas pour objet la totalité du pouvoir d'une autorité ou la substance même de ce pouvoir. Une autorité ne peut confier l'exercice de certains de ses pouvoirs à une autorité subordonnée qu'en vue de la prise de décisions qui, compte tenu de la matière concernée et de l'ensemble des règles applicables, n'ont qu'une importance restreinte.

Il est de l'essence des pouvoirs réglementaires qu'ils régissent une catégorie générale de cas; dès lors, quant à leur nature juridique, ces pouvoirs ont une importance plus grande que ceux qui consistent en deshabilitations à prendre des décisions individuelles. Néanmoins, selon la jurisprudence des Cours et tribunaux (1) et celle du Conseil d'Etat (2), le Roi peut déléguer des pouvoirs de caractère réglementaire, surtout à un ministre, en raison du statut constitutionnel de celui-ci. Même lorsqu'elle est consentie au Ministre, une délégation de pouvoir réglementaire faite par le Roi, doit, conformément aux principes rappelés ci-dessus, avoir un objet fort limité : elle ne peut consister qu'à attribuer au Ministre le pouvoir de déterminer les mesures d'exécution d'une réglementation dont le Roi fixe lui-même

.../...

---

(1) Cass. 4 mai 1920, Pas. 1920, I, 137, avec les conclusions de l'Avocat général Demeure; 13 mai 1935, Pas. 1935, I, 247. Appel Bruxelles, 20 septembre 1930, avec les conclusions de l'Avocat général Louveaux, Belg.jud. 1931, col. 15; Appel Bruxelles, 28 janvier 1939, Pas. 1941, II, 70.

(2) C.E. 11 septembre 1959. Union nationale des opticiens de Belgique, n° 7211, Rec. p. 535; 29 juin 1962, S.P.R.L. Firentra et S.A. Enrema, n° 9486, Rec. p. 588. Voir également : LES NOVELLES, Droit administratif, Tome VI, le Conseil d'Etat, n°s 1253-1265, Bruxelles, Larcier, 1975.

toutes les dispositions fondamentales (1) (2).

C'est dans une mesure encore plus restreinte, et dès lors seulement pour arrêter les dispositions purement accessoires, que le Roi peut déléguer les pouvoirs réglementaires à des autorités autres qu'un ministre, telles que le chef d'état-major général ou le secrétaire permanent au recrutement (3). En effet, semblables autorités ne possèdent évidemment pas les prérogatives que la Constitution confère aux ministres et elles ne sont pas soumises à la responsabilité particulière à laquelle la Constitution soumet ceux-ci.

En l'espèce, tout d'abord, la détermination des conditions d'agrément et des critères de sélection, qui est destinée à opérer le choix des candidats admis à suivre le cours supérieur d'état-major, constitue une des questions essentielles qu'il y a lieu de régler par les arrêtés en projet. Cette question est primordiale pour les officiers intéressés, puisque les règles établies pour l'agrément et

.../...

---

(1) Voir les références citées dans les notes précédentes. Voir également, dans l'avis du Conseil d'Etat, sur le projet devenu l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, l'observation relative à l'article 75 du projet (Moniteur belge du 15 mars 1961, page 2006; Pasinomie 1961, page 145).

(2) Le passage qui précède reproduit, en substance, un extrait de l'avis du Conseil d'Etat L. 10.778/2 du 2 juillet 1969 sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

(3) C.E. 18 janvier 1955, Laurens n° 4004, Rec. page 70; 10 septembre 1976, Furnemont n° 17.770, Rec. 1976, page 700.

la sélection des candidats à l'admission au cours supérieur d'état-major auront évidemment pour effet de permettre aux uns de suivre ce cours et d'en exclure les autres.

En raison de l'importance capitale des règles déterminant les conditions d'agrément et les critères de sélection, c'est exclusivement au Roi qu'il appartient d'arrêter ces règles. Par conséquent, il y a lieu de supprimer dans le projet d'arrêté royal L. 13.189/2, l'article 11, § 2, par lequel le Roi délègue au Ministre de la Défense nationale, le pouvoir de déterminer ces conditions et ces critères. En outre, dans le projet d'arrêté ministériel L. 13.190/2, il y a lieu de supprimer les dispositions contenues aux articles 6 et 7, lesquelles ont précisément pour objet de fixer les conditions d'agrément et les critères de sélection des candidats : il incombera au Gouvernement d'insérer ces dispositions dans l'arrêté royal, après les avoir amendées pour tenir compte également de l'observation générale I et de certaines des observations particulières qui suivent.

En second lieu, on doit relever que l'article 14, § 2, du projet d'arrêté royal L. 13.189/2 est rédigé comme suit :

"§ 2. La mission et la composition du jury sont déterminées par le Ministre de la Défense nationale, ou par l'autorité militaire qu'il désigne".

Dans la mesure où l'article 14, § 2, a trait à la mission du jury, il semble dépourvu d'objet. En effet, l'article 15 paraît bien déterminer de manière suffisamment complète cette mission.

.../...

Si, néanmoins, en tant qu'il concerne la mission du jury, l'article 14, § 2, avait un objet et tendait à habiliter le Ministre de la Défense nationale à prendre des dispositions importantes en ce domaine, il contiendrait une délégation de pouvoirs sortant des limites dans lesquelles une telle mesure peut être admise. La même objection doit, a fortiori, être faite à l'encontre d'une subdélégation de pouvoir consentie par le Ministre de la Défense nationale à une autorité militaire qu'il désigne.

Compte tenu des observations qui précèdent, un nouveau texte sera proposé ci-dessous pour l'article 14, § 2, du projet d'arrêté royal.

En troisième lieu, il apparaît aussi que l'article 11 du projet d'arrêté ministériel règle une question qui doit être considérée comme essentielle; il détermine, en effet, dans quels cas un officier candidat doit être réputé avoir encouru un échec définitif. En raison de leur importance, les règles relatives à ce point doivent être fixées par le Roi.

Il appartiendra donc au Gouvernement d'insérer dans l'arrêté royal, les dispositions contenues dans l'article 11 de l'arrêté ministériel, après les avoir amendées pour tenir compte des observations du Conseil d'Etat.

.../...

IV. Quant aux diverses propositions que le projet prévoit préalablement à certaines décisions.

On trouve dans le projet d'arrêté royal L. 13.189/2 et davantage dans le projet d'arrêté ministériel L. 13.190/2 des articles qui prévoient une "proposition" d'une autorité préalablement à la décision d'une autre autorité. C'est ce que font l'article 13 et l'article 15, § 2, du projet d'arrêté royal et également l'article 2, § 1er et § 3; l'article 4; l'article 5; l'article 6, 1°; l'article 9; l'article 11, 1°; l'article 12 et l'article 13 du projet d'arrêté ministériel. L'article 11, § 3, du projet d'arrêté royal et l'article 5 du projet d'arrêté ministériel font mention d'une "présentation".

La formalité de la proposition a des effets juridiques fort différents selon les cas. Le terme "présentation" n'a pas non plus un sens précis. Par exemple, il est employé tantôt pour désigner une formalité identique à la proposition et tantôt pour désigner une formalité qui s'en distingue en ce qu'elle a trait nécessairement à plusieurs candidats et en ce que, par ailleurs, le nombre des candidats à proposer est limité.

En matière de nomination, si la proposition émane d'une autorité qui n'est pas hiérarchiquement subordonnée à l'autorité compétente pour nommer, cette dernière ne peut porter son choix que sur un des candidats qui lui ont été proposés. Par exemple, selon le système d'avancement établi pour les agents de l'Etat de la deuxième catégorie par le texte

.../...

originel de l'arrêté royal du 7 août 1939, le Ministre ne pouvait pas accorder la promotion à un candidat qui n'avait pas été proposé par le conseil de direction (1).

Lorsque l'autorité compétente pour nommer estime devoir refuser son agrément à la proposition qui lui a été faite, elle peut demander une nouvelle proposition (2). Ladite autorité n'aurait toutefois pas cette prérogative si l'autorité appelée à faire la proposition ou la présentation jouissait à son égard, d'une complète indépendance, comme celle que les Cours et tribunaux ont à l'égard du Roi (Const. art. 99, alinéas 2 et 3).

En cette même matière des nominations, si l'autorité chargée de faire une proposition est hiérarchiquement subordonnée à l'autorité compétente pour prendre la décision, cette dernière autorité n'est aucunement liée par la proposition qui, dans cette hypothèse, a seulement la valeur d'un simple avis (3).

.../...

---

(1) C.E. 16 mars 1961, PLISSART et CREPIN, n° 8485, Rec. p. 255; 6 juin 1961, LE RIJCKE, n° 8643, Rec. p. 485; 12 décembre 1961, HOMMELEN, n° 9028, Rec. p. 1063. Voir également, au sujet de diverses propositions ou présentations analogues, par exemple : C.E. 24 novembre 1961, GERARD, n° 8989, Rec. p. 994; 17 juin 1966, Chambre d'arrondissement des huissiers de justice de l'arrondissement de Bruxelles et consorts, n° 11.880, Rec. p. 568; 12 janvier 1968, GRAFF, n° 12.762, Rec. p. 42.

(2) Voir les arrêts des 16 mars, 6 juin et 12 décembre 1961 cités plus haut.

(3) C.E. 1er décembre 1966, ROOSENS et consorts, n° 12.084, Rec. p. 941; Rec. jur. dr. adm. et Conseil d'Etat 1967, p. 67).

Des propositions sont également prévues dans une autre matière, qui est distincte de celle des nominations mais qui concerne également les titulaires de fonctions publiques et les agents des administrations : il s'agit de la discipline. En ce domaine, beaucoup de propositions instituées consistent en des formalités substantielles, de l'accomplissement régulier desquelles dépend la validité de la décision finale. L'étendue des effets de la proposition varie selon le statut applicable. En ce qui concerne les agents de l'Etat, à la différence de la proposition provisoire (1), la proposition définitive d'une peine disciplinaire est une formalité substantielle. Un recours est ouvert contre cette proposition définitive auprès d'une chambre de recours, laquelle donne un avis. Une décision plus sévère que celle qui est indiquée dans l'avis peut être prise mais ce ne peut être, selon le cas, que par le Roi ou par le ministre, et par un arrêté motivé (arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, partie X).

Lorsqu'il s'agit de la prise de décisions d'une toute autre nature, et notamment dans une grande partie des cas où il s'agit de la procédure d'établissement de dispositions réglementaires, les textes qui prévoient une proposition d'une autorité ou d'un collège à compétence consultative ont pour objet d'attribuer à cette autorité ou à ce collège, le pouvoir de donner un simple avis, en assortissant la compétence d'avis d'une faculté d'initiative.

.../...

---

(1) C.E. 13 octobre 1953, LEURQUIN, n° 2809, Rec. p. 1149.

Dans son avis L. 8273/2 sur le projet devenu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, le Conseil d'Etat a observé que plusieurs dispositions du projet employaient le mot "proposition", mais que ce mot avait, selon les cas, des sens différents. Il a recommandé au Gouvernement de revoir soigneusement le texte afin qu'aucune ambiguité ne subsiste à ce sujet (Doc. parl. Ch. sess. 1962-1963, n° 527/1, pages 43-44; Pasinomie 1963, p. 1.101).

Les dispositions des présents projets qui prévoient une proposition préalable à certaines décisions devraient également être réexaminées.

Il va de soi qu'en raison même de leurs fonctions, des chefs d'administration peuvent faire des propositions au Ministre et doivent en faire si celui-ci le leur demande, étant entendu que, le cas échéant, la voie hiérarchique doit être suivie. Pour le même motif que celui qui vient d'être indiqué, le chef d'état-major général peut faire des propositions au Ministre de la Défense nationale, qui, même sans texte, a le pouvoir de lui en demander.

L'article 13 du projet d'arrêté royal porte que c'est "sur proposition de l'autorité militaire qu'il désigne" que le Ministre de la Défense nationale détermine le programme du cours supérieur d'état-major. L'article 4 du projet d'arrêté ministériel dispose :

"Article 4.-

Le chef d'état-major général, après consultation du commandant de l'Institut, propose au Ministre de la Défense nationale le cadre de l'enseignement et les lignes

.../...

directrices du programme d'enseignement en fonction des besoins des forces armées".

Pour qu'il y ait, dans la pratique, une proposition du chef d'état-major général avant la fixation du programme du cours, il n'est aucunement requis que cette proposition soit prévue par un texte réglementaire. Le procédé qui consiste à faire mention de la proposition dans un texte de cette nature a l'inconvénient de provoquer une difficulté au sujet de l'étendue des effets juridiques de la proposition : on pourrait se demander si dans l'hypothèse où il ne donnerait pas son assentiment à la totalité de la proposition émise par le chef d'état-major général, le Ministre ne serait pas obligé de demander à celui-ci, une nouvelle proposition. Une telle procédure paraît fort lourde. Il appartient au Gouvernement d'apprécier si, pour prévenir semblables difficultés, il ne serait pas préférable de supprimer, à l'article 13 du projet d'arrêté royal, la mention de la proposition de l'autorité militaire désignée par le Ministre et, à l'article 4 du projet d'arrêté ministériel, la mention de la proposition du chef d'état-major général. Une autre solution consisterait à remplacer la "proposition" par un "avis".

En plus des autres observations faites à leur sujet, les articles 12 et 13 du projet d'arrêté ministériel appellent des observations analogues. Il appartient au Gouvernement d'apprécier s'il y a lieu de prévoir dans un texte réglementaire, des propositions du chef d'état-major général ou du commandant de l'Institut supérieur de défense.

.../...

L'article 2, § 1er, du projet d'arrêté ministériel énonce : "La candidature des professeurs et militaires ainsi que des chargés de cours est proposée au Ministre de la Défense nationale par le chef d'état-major général". La disposition semble devoir être interprétée en ce sens qu'elle exclut, conformément à un système souvent établi en matière de nomination, le choix, par le Roi et le Ministre, de candidats autres que ceux qui ont été proposés par le chef d'état-major général.

Si l'intention du Gouvernement était de restreindre la liberté de choix du Roi et du Ministre, il y aurait lieu de le préciser dans le texte; en outre, l'importance de cette règle exigerait alors son insertion dans l'arrêté royal en projet.

En ce qui concerne l'agrément et la sélection des officiers candidats à l'admission à suivre le cours supérieur d'état-major, les textes devraient être rédigés de manière à déterminer avec précision les compétences qui appartiennent respectivement : en premier lieu, aux chefs d'état-major de force, au chef du service médical ou au commandant de la gendarmerie; en second lieu, au chef d'état-major général; en troisième lieu, au Ministre. Les dispositions contenues dans l'article 11, § 3, du projet d'arrêté royal et dans les articles 5, 6 et 7, du projet d'arrêté ministériel, devraient être revues eu égard aux observations faites par le Conseil d'Etat.

Les dispositions contenues à l'article 15, §§ 2 et 3 du projet d'arrêté royal devraient être revues de manière à faire apparaître si elles laissent ou non un pouvoir d'appréciation au Roi ou au Ministre, et si la proposition

du Ministre prévue au § 2, est distincte ou non de la proposition qui est liée au contreseing d'un arrêté royal.

En prévoyant par un texte réglementaire une proposition du chef d'état-major général préalablement à une décision du Ministre de la Défense nationale dispensant, d'une partie du cours, les officiers admis à l'Institut supérieur, l'article 9 du projet d'arrêté ministériel paraît rendre cette proposition obligatoire et en faire une formalité substantielle. Si cette interprétation du texte ne concordait pas avec les intentions du Gouvernement, il y aurait lieu de modifier l'article 9 en y supprimant la mention de la proposition indiquée.

L'article 11, 1°, du projet d'arrêté ministériel implique qu'un officier qui a été admis au cours supérieur d'état-major peut faire l'objet d'une décision lui interdisant de poursuivre ce cours parce qu'il serait jugé inapte pour des causes qui sont susceptibles d'être fort diverses.

Le texte ne désigne pas l'autorité compétente pour prendre la décision dont il s'agit. Il y a lieu de supposer que cette autorité sera, conformément aux règles générales, le Ministre de la Défense nationale.

En prévoyant la proposition du commandant de l'Institut préalablement à une décision du Ministre interdisant de poursuivre le cours, l'article 11 du projet d'arrêté ministériel paraît bien prévoir une formalité obligatoire de caractère substantiel, ce qui est normal dans une matière où des garanties doivent être assurées.

+

+ +

C'est sous réserve de ces observations générales que le Conseil d'Etat a procédé à l'examen des textes.

EXAMEN DES TEXTES.

Arrêté royal portant organisation de l'Institut royal supérieur de défense (L. 13.189/2).

PREAMBULE.

Les deux premières observations générales font ressortir que le fondement du projet se trouve dans l'article 68 de la Constitution.

Le projet devrait viser cette disposition dans son préambule.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Il est proposé de rédiger comme suit les alinéas 2 et 3 de cet article :

"Il relève du Ministre de la Défense nationale qui consulte le chef d'état-major général sur tous les problèmes relatifs à l'Institut.

Le Ministre de la Défense nationale peut, dans certaines matières et dans la forme qu'il détermine, con-

.../...

fier au chef d'état-major général des pouvoirs en vue de l'organisation et du fonctionnement de l'Institut".

Article 2.

Si l'intention du Gouvernement était de prévoir par les mots "l'Institut royal supérieur de défense dispense aux cadres supérieurs ..." et, en particulier, par ce dernier adjectif, que cet Institut n'est ouvert qu'à des officiers supérieurs, la disposition de l'alinéa 1er appellerait la critique formulée dans la première observation générale.

Article 3.

Cet article trouverait une place plus logique en fin de chapitre, à la suite des dispositions d'organisation générale prises par le Roi lui-même.

Il serait mieux rédigé comme suit :

"Article ...-

Le Ministre de la Défense nationale fixe les règles complémentaires d'organisation générale de l'Institut".

Article 4.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

.../...

"Article 4.-

Le cadre organique de l'Institut royal supérieur de défense, fixé par le Ministre de la Défense nationale comprend :

1° ...;
2° ...;
3° ...;
4° du personnel administratif composé d'officiers, de personnel subalterne militaire et de personnel civil".

Article 5.

Pour exprimer avec précision les intentions du Gouvernement, il est proposé de rédiger les §§ 2 et 3 de la manière suivante :

"§ 2. Les professeurs extraordinaires civils sont désignés annuellement; leur désignation est renouvelable. Pour le calcul de leur rémunération, il est tenu compte du nombre d'heures de leur enseignement.

Les collaborateurs civils sont désignés pour un an; leur désignation est renouvelable sans que la durée du renouvellement puisse excéder celle des travaux auxquels ils participent.

§ 3. Les militaires peuvent cumuler leur fonction principale dans les forces armées avec la fonction accessoire de professeur extraordinaire ou de collaborateur".

Article 6.

§ ler. Les mots "sont nommés" paraissent peu adéquats pour définir ce qui apparaît plutôt comme une affectation dans le chef de professeurs militaires, de professeurs militaires extraordinaires et de chargés de cours et une désignation temporaire dans le chef de professeurs extraordinaires civils.

Il semblerait donc préférable de rédiger la fin du § ler de la manière suivante :

" ... sont désignés à leur fonction et en sont déchargés par le Roi".

+

§ 2. L'article 3 de l'arrêté royal du 21 juin 1960 dispose en son alinéa 2 :

"Les professeurs civils, les professeurs extraordinaires civils et les chargés de cours civils doivent être porteurs d'un diplôme de docteur, de pharmacien, d'ingénieur ou d'agrégé de l'enseignement supérieur".

Par contre, l'article 6, § 2, du projet prévoit que "les professeurs extraordinaires civils doivent être porteurs d'un diplôme de docteur, d'ingénieur ou de licencié agrégé de l'enseignement supérieur".

.../...

Il ne résulte pas clairement de ce texte si l'intention du Gouvernement est de prévoir que les professeurs extraordinaires civils doivent, en tout cas, être agrégés de l'enseignement supérieur.

En outre, ce serait une condition impossible à remplir par la plupart des licenciés dans l'état actuel de la législation sur la collation des grades académiques puisque l'agrégation de l'enseignement supérieur n'est le plus généralement accessible qu'aux docteurs (voir l'article 2, littera s, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, modifié par l'arrêté royal du 26 août 1971).

Le § 2 devrait être revu sur ce point.

+

Article 7.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 7.-

Les collaborateurs temporaires ainsi que les membres du personnel administratif visés à l'article 4, 4°, sont désignés par le Ministre de la Défense nationale ou par l'autorité militaire qu'il habilite à cette fin".

.../...

Article 9.

Cet article gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 9.-
L'Institut royal supérieur de défense organise un cours supérieur d'état-major; ce cours s'étend sur une année académique".

Article 10.

La seconde phrase de cet article n'ajoute rien à la première et peut, par conséquent, être omise.

Article 14.

La rédaction suivante est proposée pour le § 1er :

"§ 1er. A la fin du cours, les candidats présentent et défendent oralement devant un jury, un travail personnel rédigé pendant l'année de cours et relatif aux problèmes de défense dans leur sens le plus large".

Dans le § 2, il n'y a pas lieu de mentionner la mission du jury puisque celle-ci est précisée dans l'article 15. Le § 2 devrait, par contre, prévoir que les règles relatives au fonctionnement du jury doivent également être déterminées par le Ministre de la Défense nationale.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"§ 2. La composition et le fonctionnement du jury sont déterminés par le Ministre de la Défense nationale".

Article 18.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 18.-
Des participants civils et militaires peuvent prendre part aux sessions organisées par l'Institut. Les participants militaires belges sont désignés par le Ministre de la Défense nationale; les participants civils et les militaires étrangers sont invités par lui".

Article 21.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 21.-
L'arrêté royal du 21 juin 1960 portant organisation de l'Ecole de guerre, modifié par les arrêtés royaux des 19 décembre 1966, 3 décembre 1970 et 1er octobre 1973 est abrogé".

OBSERVATION FINALE.

L'exécutoire de l'arrêté royal a été omis. Il y a lieu de compléter le projet par la disposition suivante :

.../...

"Article 22.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Arrêté ministériel portant organisation de l'Institut royal supérieur de défense (L. 13.190/2).

Article ler.

L'alinéa ler serait mieux rédigé comme suit :

"L'Institut royal supérieur de défense se compose d'un commandement, d'une direction des études et de services".

Article 2.

La rédaction suivante est proposée pour le § 2 :

"§ 2. Le chef d'état-major général désigne les collaborateurs, les officiers, les membres du personnel subalterne militaire et du personnel civil, sous réserve de l'application, en ce qui concerne le personnel civil ..." (la suite comme dans le texte du projet).

Le § 4 dispose :

"§ 4. Le chef d'état-major général octroie à l'Institut l'infrastructure, le matériel et le support qu'il juge nécessaire à l'accomplissement des missions dont l'Institut est chargé".

.../...

Cette rédaction soulève divers problèmes. Les mots "octroie", "infrastructure", "support" ne paraissent pas adéquats.

Ce paragraphe devrait être précisé.

Article 3.

Cet article permet au chef d'état-major général de charger le commandant de l'Institut de missions d'enseignement autres que celles qui sont prévues par l'arrêté royal en projet.

De telles missions sortent de l'objet confié par l'arrêté royal à l'Institut.

L'étendue des missions confiées à l'Institut doit être déterminée par le Roi.

Article 5.

A la fin de cet article, il y a lieu d'écrire : "dans la limite du nombre fixé ..." pour assurer la concordance de cette disposition avec le texte de l'article 11, § 1er, de l'arrêté royal en projet. Puisqu'il s'agit d'un arrêté ministériel, il ne paraît pas nécessaire de préciser que les candidatures sont présentées au Ministre de la Défense nationale.

.../...

Article 6.

Le 2° serait mieux rédigé comme suit :

"2° posséder les qualités professionnelles morales et physiques requises pour servir dans les états-majors nationaux ou internationaux:".

Article 7.

De l'accord du délégué du Gouvernement, les 3° et 4° gagneraient à être rédigés comme suit :

"3° la manière de servir dans les fonctions d'officier exercées;

4° la personnalité du candidat".

Article 9.

La portée de la deuxième phrase de cet article n'apparaît pas clairement. Cette phrase semble contenir des conditions contradictoires. L'article devrait être revu.

Article 10.

A la fin du § 2, 1°, c, il y a lieu d'écrire : " ... suivant la force ou le service dont fait partie le candidat;".

.../...

§ 4. Renvoyant à l'arrêté royal du 31 juillet 1969, lequel ne vise que les examinateurs militaires, ce paragraphe, ainsi que le délégué du Gouvernement en convient, n'ajoute rien, ni à cet arrêté royal, ni à l'article 31 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifié par la loi du 13 novembre 1974. Il y a d'autant plus lieu de l'omettre que le Ministre n'est certainement pas compétent pour prendre des règles pour l'exécution de l'article 31.

L'application de celui-ci aux éventuels membres civils du jury peut donner lieu à une difficulté sur laquelle le Conseil d'Etat estime devoir attirer l'attention du Gouvernement. Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 13 novembre 1974, c'est de la manière prévue à l'article 2 ou à l'article 7 de la loi du 30 juillet 1938 que l'examinateur fournit la preuve de sa connaissance approfondie de la langue dans laquelle les récipiendaires doivent être interrogés. Il s'ensuit que, sauf à être d'anciens militaires ayant réussi en cette qualité l'une des épreuves prévues par les articles 2 et 7, les examinateurs civils qui n'ont pas obtenu, dans la langue des récipiendaires, l'un des diplômes prévus à l'article 7, § ler, 1°, de la loi du 30 juillet 1938 et qui ne peuvent par conséquent pas prétendre au bénéfice d'une application analogique de cette dernière disposition, n'ont aucun moyen légal de faire la preuve de leur connaissance approfondie de cette langue.

Article 11.

Il est souhaitable que le texte désigne l'autorité compétente pour constater ou prononcer l'échec.

.../...

Le texte suivant est proposé, par analogie avec l'article 18 de l'arrêté royal du 21 juin 1960 :

"Article 11.-

Le Ministre de la Défense nationale prononce l'échec définitif du candidat qui :

1° renonce à poursuivre ses études sans motif reconnu valable par le chef d'état-major général ou le commandant de la gendarmerie ou sans l'autorisation de l'un de ceux-ci;

2° après avoir été entendu par le commandant de l'Institut et sur proposition motivée de celui-ci est jugé inapte à poursuivre le cours;

3° n'est pas proposé pour l'octroi du titre de breveté d'état-major".

Het ontwerp van koninklijk besluit houdende inrichting van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie (L. 13.189) en het ontwerp van ministerieel besluit houdende inrichting van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie (L. 13.190) vullen elkaar aan; het tweede is door de Minister van Landsverdediging vastgesteld met het oog op de uitvoering van de taken welke het eerste hem opdraagt. De Raad van State heeft ze samen onderzocht; zijn advies slaat op de twee ontwerpen.

+

Het ontwerp van koninklijk besluit richt in de plaats van de Krijgsschool een "Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie" op, dat een tweeledige taak heeft. Enerzijds verstrekt het "aan de hogere kaders van de krijgsmacht de vorming die nodig is voor de uitoefening van staf- en bevelsfuncties op hoog niveau" (artikel 2, eerste lid); met het oog daarop organiseert het "een hogere stafcursus" (artikel 9) die voorafgaat aan de toekenning van de titel van stafbrevethouder door de Koning (artikel 15, § 3). Anderzijds is het Instituut belast met "de multidisciplinaire studie van de gebieden van de veiligheid en de verdediging van de Staat" (artikel 2, tweede lid); te dien einde organiseert het "een studiecentrum voor defensie" (artikelen 16 e.v.).

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Eerste taak van het Instituut.

Het staat buiten twijfel dat de Koning, ter uitvoering van artikel 68 van de Grondwet, krachtens het eerste lid waarvan hij het bevel voert over land- en zeemacht, en ter uitvoering van artikel 66, eerste lid, van de Grondwet krachtens

hetwelk hij de graden in het leger verleent, voor de officieren bekwaamheidsbrevetten kan invoeren en, binnen de krijgsmacht, scholen kan oprichten om aan de officieren het voor het behalen van die brevetten vereiste onderwijs te verstrekken.

Die bevoegdheid van de Koning kan echter alleen worden uitgeoefend met inachtneming van andere bepalingen van de Grondwet, met name van artikel 118 dat de wetgever belast met het regelen van "de bevordering, de rechten en de verplichtingen van de militairen".

+

Reeds in de eerste jaren van België's onafhankelijkheid is de bevordering van officieren bij wet, nl. bij de wet van 16 juni 1836 geregeld. Na de oorlog 1914-1918 werd die wet opgeheven door de wet van 15 september 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, die het statuut van de officieren geheel omgewerkt heeft.

Artikel 12 van die wet bepaalde dat ieder kapitein, om tot de graad van majoor bevorderd te kunnen worden, blijk moest hebben gegeven van zijn militaire vakkennis, bij een praktische proef waarvan het programma bij koninklijk besluit moest worden bepaald. Dat artikel bepaalde bovendien in het tweede lid : "De van de staf gebrevetteerde officieren zijn van die proef ontslagen". Het werd in de memorie van toelichting in een enkele volzin als volgt verantwoord :

.../...

"Ten slotte, wordt het beginsel der proeven, die de niet van de staf gebrevetteerde kapiteins moeten afleggen om majoor te kunnen worden, in de wet ingeschreven". (Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1922-1923, gedr. st. nr. 144).

Dat artikel stelde twee regels betreffende de bevordering van officieren en speciaal in verband met de bevordering van de kapitein, een graad van lager officier, tot de graad van majoor, de eerste graad van hoofdofficier : om die graad te kunnen verkrijgen moest de kapitein geslaagd zijn voor een examen waarvan het programma door de Koning werd bepaald - de "van de staf gebrevetteerde kapiteins" waren van dat examen vrijgesteld.

De vrijstelling van het majoorsexamen ten gunste van de officieren-stafbrevethouders is niet overgenomen in de wet van 3 april 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht. In de parlementaire voorbereiding van die wet wordt de reden daarvoor niet opgegeven; die lijkt te moeten worden gezocht in het eigen karakter van het ambt van officier van de luchtmacht.

De wet van 14 juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht daarentegen, die in artikel 16 eerst bepaalt dat de officieren met een graad gelijkwaardig aan die van kapitein, willen zij overgaan naar een graad gelijkwaardig aan die van majoor, een examen moeten afleggen waarvan het programma door de Koning wordt vastgesteld, bepaalt in het tweede lid van hetzelfde artikel : "De officieren met een stafbrevet zijn van deze proeven ontslagen".

+

.../...

De wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, die de wetten van 15 september 1924, 3 april 1948 en 14 juni 1951 opheft, stelt een statuut vast voor de officieren van de drie krijgsmachtdelen.

Artikel 40, dat meer bepaald handelt over de bevordering tot de graad van majoor, luidt :

"Geen officier kan in de graad van majoor worden benoemd indien hij niet slaagt bij examens waarvoor de Koning de regelen inzake deelneming, de programma's en de wijze van inrichting vaststelt.

De officieren, houder van het stafbrevet, alsmede de officieren die houder zijn van een brevet van gelijke waarde, door de Koning bepaald, kunnen geheel of gedeeltelijk van deze examens vrijgesteld worden".

Geven de andere stukken uit de parlementaire voorbereiding van die wet van 1 maart 1958 geen enkele aanwijzing in verband met het tweede lid van dat artikel, het advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, daarentegen vermeldt wel degelijk de reden waarom de wet zelf in zekere mate heeft bepaald welke brevetten aanleiding konden geven tot vrijstelling van examen.

Dat advies zegt onder meer :

.../...

"Na in het eerste lid te hebben bepaald, dat geen enkel officier tot de graad van majoor benoemd kan worden indien hij niet slaagt in proeven", bepaalt artikel 41 (artikel 40 van de wet) in het tweede lid, dat "de officieren die de door de Koning bepaalde militaire brevetten bezitten, geheel of gedeeltelijk van deze proeven kunnen worden vrijgesteld".

Volgens het ontwerp zal de Koning dus vaststellen, aan welke militaire brevetten vrijstelling van examens voor majoor kan worden verbonden, terwijl toch artikel 12 van de wet van 15 september 1924 en artikel 16 van de wet van 14 juni 1951 vrijstelling van het majoors-examen thans alleen kennen voor officieren van de land-macht en de zeemacht die stafbrevethouder zijn.

De nauwkeuriger voorzieningen die thans van kracht zijn, voldoen beter aan het voorschrift van artikel 118 van de Grondwet dan het tweede lid van artikel 41 van het ontwerp.

In een zo gewichtige aangelegenheid als de bevor-dering van officieren, meer in 't bijzonder de over-gang naar de categorie hoofdofficieren, welke de Grond-wet aan de wetgever heeft willen opdragen, acht de Raad van State het verkieslijk de traditie te volgen en in de wet de brevetten te noemen die thans tot gehele of gedeeltelijke vrijstelling van het majoorsexamen kunnen leiden"; (Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1956-1957, gedr. st. nr. 681/1 blz 22).

De wetgever heeft dat advies gevolgd, althans door gewag te maken van het stafbrevet.

.../...

Uit hetgeen voorafgaat blijkt dat de wetgever sinds 1924 een aantal regels voor de bevordering tot majoor heeft vastgesteld. Volgens het bepaalde in de wet van 15 september 1924 moest de kapitein, om tot de graad van majoor te worden bevorderd, ofwel slagen voor het met dat doel georganiseerde examen, ofwel stafbrevethouder zijn; in dit laatste geval verleende de wet zelf vrijstelling van het examen (artikel 12, tweede lid). Volgens de bepalingen van de wet van 1 maart 1958 moet de kapitein die de graad van majoor wil verkrijgen, ook ofwel slagen voor de voorgeschreven examens, ofwel geheel of gedeeltelijk van die examens vrijgesteld zijn. Het hiervoren aangehaalde artikel 40, tweede lid, machtigt de Koning immers om de officieren die houder zijn van een stafbrevet of van een brevet van gelijke waarde, geheel of gedeeltelijk van de examens vrij te stellen. Zoals reeds is gezegd, is de vermelding van het stafbrevet in de wet opgenomen na een opmerking van de Raad van State, die had geoordeeld dat nauwkeuriger bepalingen dan die van het ontwerp beter zouden beantwoorden aan het voorschrift van artikel 118 van de Grondwet. Hiermede rekening gehouden, en ook met inachtneming van de regeling die is ingevoerd op grond van de wet van 1924 en gelet op het eigen karakter van het stafbrevet dat het bewijs is van een heel speciale voorbereiding op staf- of bevelsfuncties op hoog niveau, moet artikel 40, tweede lid, van de wet van 1 maart 1958 zo worden geïnterpreteerd dat het de Koning niet alleen machtigt maar ook verplicht om de officieren-stafbrevethouders geheel of gedeeltelijk vrij te stellen van het examen voor bevordering tot majoor. Het is immers bezwaarlijk denkbaar dat de wetgever in de vrijstelling van het examen ten gunste van de officieren die houder zijn van dat brevet zou hebben voorzien, en tevens zou hebben toegestaan dat de Koning geheel en al weigert om ten opzichte van die officieren gebruik te maken van zijn bevoegdheid tot vrijstelling.

.../...

Als men beide ontwerpen onderzoekt in het licht van artikel 40 van de wet van 1 maart 1958, komt men tot de vaststelling dat de officieren die zullen worden geroepen tot het volgen van de cursussen die hen in staat zullen stellen het stafbrevet te behalen, met de graad van majoor bekleed en dus voor de examens voor bevordering in die graad geslaagd moeten zijn.

Volgens het ontwerp koninklijk besluit, artikel 11, § 2, bepaalt de Minister immers de "aanvaardingsvoorwaarden" waaraan de officieren-kandidaten voor toelating tot de cursus moeten voldoen, alsook de "selectiecriteria" waarmede rekening moet worden gehouden. Ter uitvoering van die bepaling stelt het ontwerp-ministerieel besluit in artikel 6 dat de officier, om aanvaard te kunnen worden als kandidaat, onder meer :

"3° op het ogenblik dat hij wordt voorgesteld :

a. door het bevorderingscomité aanbevolen (moet) zijn voor de graad van majoor;

b. gedurende minstens een jaar de functies van hoger officier (moet) hebben uitgeoefend na te zijn aanbevolen voor de graad van majoor;

4° bekleed (moet) zijn met de graad van majoor ten laatste op 1 januari van het jaar waarin hij met de hogere stafcursus aanvangt".

In artikel 7 stelt het ontwerp van ministerieel besluit onder meer als selectiecriterium waarmede rekening zal worden gehouden voor de voordracht van de kandidaturen van de officieren voor toelating tot de cursus onder meer :

.../...

"2° de resultaten bekomen bij de beroepsproeven opgelegd voor de benoeming tot de graad van majoor of tot een gelijkwaardige graad;

3° het rendement in de uitgeoefende functies van hoofdofficier".

Zodanige bepalingen zouden door de Minister en niet door de Koning worden vastgesteld; maar zelfs door de Koning vastgesteld zouden ze nog in strijd zijn met artikel 40, tweede lid, van de wet van 1 maart 1958, dat alleen maar - onder aanbrenging van de wijzigingen die nodig zijn wegens de specialisatie van sommige officieren - een bepaling bevestigt die sedert de wet van 15 september 1924 in het wettelijk statuut van de officieren voorkomt. Indien de eis dat men de graad van majoor moet bezitten om tot het Instituut te worden toegelaten werd gehandhaafd, zou de Koning een wetsbepaling, met name die welke een van de voorwaarden voor bevordering van kapitein tot majoor vaststelt, onwerkzaam maken.

De regeling welke artikel 48 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht vaststelt, heeft een bijzonder karakter.

Toch zou bezwaarlijk kunnen worden aangenomen dat de voorwaarden voor toekenning van het stafbrevet, inzonderheid de voorwaarde met betrekking tot de graad waarmee de leerlingen van het Instituut moeten zijn bekleed, voor de rijkswacht niet dezelfde zouden zijn als voor de andere krijgsmachtdelen.

.../...

II. Tweede taak van het Instituut.

Artikel 2, tweede lid, van het ontwerp van koninklijk besluit geeft aan het Instituut een nieuwe taak, die het als volgt omschrijft :

"Bovendien draagt het Instituut, door de multidisciplinaire studie van de gebieden van de veiligheid en de verdediging van de Staat, beschouwd in een nationale en internationale context, bij tot een beter inzicht in deze gebieden, zowel in de schoot van de krijgsmacht als erbuiten en dit in het raam van een voortdurende politiek van streven naar vrede gevoerd door België".

Een nog nadere omschrijving van die taak wordt gegeven in de hoofdstukken III, onderscheidenlijk van het ontwerp-koninklijk besluit en van het ontwerp-ministerieel besluit, en inzonderheid in artikel 16 van het ontwerp-koninklijk besluit :

"Artikel 16.-

Op het gebied van de studie van de defensieproblemen bestaat de opdracht van het Instituut in :

1° het organiseren in de schoot van het studiecentrum voor defensie van de permanente studie der problemen gesteld door de veiligheid en de overleving van het land, beschouwd in hun ruimste opvatting;

2° het in het licht stellen van de factoren, de middelen en de behoeften die deze veiligheid en deze overleving conditioneren.

Met dat doel kan het Instituut openbare activiteiten organiseren zoals conferenties en sessies in de vorm van colloquia of seminaries".

.../...

Als bevelhebber van de krijgsmacht krachtens artikel 68 van de Grondwet, is de Koning bevoegd om het Instituut dat hij bij die krijgsmacht opricht, te gelasten ertoe bij te dragen dat die krijgsmacht een beter inzicht krijgt in de veiligheids- en defensievraagstukken die tot haar taak behoren.

Hem de bevoegdheid verlenen om het Instituut te belasten met het uitoefenen van diezelfde taak buiten de krijgsmacht, d. i. in min of meer ruime kringen van de publieke opinie, zou daarentegen op grondwettelijke en wettelijke bezwaren stuiten.

A. Evenmin als de Krijgsschool kan het Instituut worden gerekend tot de inrichtingen die "openbaar onderwijs op staatskosten geven"; anders zou het, krachtens artikel 17 van de Grondwet, alleen bij een wet kunnen worden opgericht. Zijn grondwettigheid kan het ontworpen koninklijk besluit dus alleen ontlenen aan artikel 68 van de Grondwet.

Het bevelhebberschap over de krijgsmacht, dat door dat artikel aan de Koning wordt opgedragen, sluit echter niet de bevoegdheid in om toe te staan dat die krijgsmacht van haar traditionele politieke neutraliteit afwijkt, en dus evenmin om een militaire instelling te belasten met een taak die haar daarvan zou doen afwijken.

Hoe zou dat niet het geval zijn met een permanente taak om openbare informatie en documentatie te verschaffen over vraagstukken waarmee noodzakelijk politieke standpuntbepaling gemoeid is, zoals blijkt uit de zorg die het aangehaalde artikel 2, tweede lid, eraan besteedt, te doen uitkomen dat zodanige standpuntbepaling alleen in het raam van een vredespolitiek mag plaatshebben ? Met een zo algemene formulering als deze wordt trouwens niet bereikt dat de in artikel 16 van

.../...

het ontwerp-koninklijk besluit genoemde problemen geheel en al van hun politieke aspecten worden ontdaan; dat geldt met name voor het omstreden probleem van de keuze der middelen voor het voeren van een vredespolitiek.

B. Artikel 15, § 1, van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht bepaalt :

"§ 1. Het is militairen verboden zich in te laten met politieke activiteiten in het leger.

Op de leden van de rijkswacht na mogen militairen lid worden van een politieke partij van hun keuze en er de aan hun lidmaatschap verbonden rechten uitoefenen.

Zij mogen er echter geen andere ambten vervullen dan die van deskundige, raadgever of lid van een studiecentrum.

Iedere andere actieve of publieke deelname aan het politieke leven in een andere hoedanigheid, zelfs buiten de dienst, is hun verboden".

Deze bepaling, zoals trouwens de hele wet, heeft tot onmiddellijk doel "de regels betreffende de militaire ethica aan de huidige toestand aan te passen" (Memorie van toelichting, Kamer 1971-1972, gedr. st. nr 373-1, blz 1.).

Zij gaat niettemin uit van de opvatting dat deelname van militairen aan het politieke leven binnen bepaalde grenzen moet blijven. De memorie brengt in herinnering waarop die opvatting gegrond is :

"De Regering heeft geoordeeld dat het niet nodig was de individuele politieke vrijheid van de militairen te beperken.

.../...

De militairen, met uitzondering van de leden van het personeel van de rijkswacht waarover verder wordt gehandeld, zullen lid mogen worden van de politieke partij van hun keuze.

Nochtans, ten einde de samenhang van het leger, en dientengevolge zijn doeltreffendheid, niet in gevaar te brengen, heeft de Regering geoordeeld dat, in de schoot van het leger, geen enkele politieke activiteit mag worden uitgeoefend.

Anderzijds, en steeds om dezelfde redenen - namelijk het vrijwaren van de samenhang en de onafhankelijkheid van het leger - is het ondenkbaar dat een militair die voor alles verplicht is de Regering te dienen en zich voor te bereiden op zijn hoofdopdracht nl. de verdediging van de natie, zich in het openbaar met politieke activiteiten uitlaat (lees : inlaat)" (Memorie van toelichting, blz 5).

De wetgever heeft artikel 15, § 1, van het hem voorgelegde wetsontwerp zonder amendering aangenomen. Daardoor heeft hij de aangehaalde definitie van de "hoofdopdracht" van de militair, en a fortiori van de krijgsmacht, voor zijn rekening genomen. Die definitie komt overigens overeen met wat de rechtsleer voorhoudt (zie o.m. "Répertoire pratique du droit belge", v° Armée, nrs 2 en 4 en GIRON, "Droit public", nr 424). Het behoeft overigens geen betoog dat de verplichting om zich van politieke activiteiten te onthouden voor de militairen nog dwingender is wanneer zij als leden van de krijgsmacht optreden dan wanneer zij hun rechten en vrijheden als staatsburger uitoefenen. In de Kamer heeft de Minister van Landsverdediging die strekking van het eerste lid van artikel 15, § 1, in bijzonder duidelijke taal bevestigd :

"Ils ne peuvent pas se livrer à des activités politiques au sein de l'armée et ne peuvent adopter des attitudes politiques" (Hand., verg. van 23 oktober 1974, blz. 142).

.../...

De openbare activiteit van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie, zoals die bepaald is in de ontwerpen van koninklijk en van ministerieel besluit, is in tweeërlei opzicht niet overeen te brengen met artikel 15, § 1, van de wet van 14 januari 1975 :

- enerzijds bevestigt deze laatste bepaling, althans stilzwijgend, de plicht van het leger om zich van iedere inmenging in het politieke leven van het land te onthouden;

- anderzijds verbiedt zij, ter wille van de samenhang en de doeltreffendheid van het leger, iedere individuele politieke activiteit in dat leger.

Deze algemene opmerking leidt tot de volgende conclusie : kan worden aangenomen dat de Koning aan artikel 68 van de Grondwet de bevoegdheid ontleent om het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie met de in de ontwerpen omschreven studietaak te belasten, vastgesteld moet worden dat hij dat alleen kan binnen het leger en, wel te verstaan, met inachtneming van artikel 15, § 1, van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht.

Artikel 2, tweede lid, en hoofdstuk III van het ontwerp van koninklijk besluit zouden dienovereenkomstig moeten worden herzien. Artikel 12, 2°, van het ontwerp van ministerieel besluit zou moeten vervallen.

III. Delegatie en subdelegatie.

Het ontwerp van koninklijk besluit regelt in menig opzicht de organisatie en de werkwijze van het Instituut voor Defensie dat het opricht ter vervanging van de Krijgsschool.

.../...

In een aantal artikelen van dat ontwerp echter draagt de Koning bevoegdheden op aan de Minister van Landsverdediging en machtigt hij deze zelfs in een bepaalde aangelegenheid de verkregen bevoegdheden verder op te dragen aan "de militaire autoriteit die hij aanwijst".

Met artikel 11, § 2, machtigt de Koning de Minister van Landsverdediging tot het bepalen van "de aanvaardingsvoorwaarden en de selectiecriteria" met het oog op de keuze van de officieren die de "hogere stafcursus" mogen volgen.

Artikel 14, § 2, bepaalt : "De opdracht en de samenstelling van de examencommissie (waarvoor op het einde van de cursus examen moet worden afgelegd) worden bepaald door de Minister van Landsverdediging of de militaire autoriteit die hij aanwijst".

Volgens de grondbeginselen van het publiek recht is opdracht van bevoegdheid slechts toegestaan voor zover zij niet slaat op de gehele bevoegdheid van een overheid of op het wezen zelf van die bevoegdheid. Een overheid kan de uitoefening van sommige van haar bevoegdheden aan een ondergeschikte overheid slechts overdragen met het oog op het nemen van beslissingen die, gelet op de betrokken materie en het geheel van de toepasselijke regelen, slechts een beperkt belang hebben.

Het behoort tot het wezen van de verordenende bevoegdheid dat zij op een algemene categorie van gevallen betrekking heeft; uit een juridisch oogpunt is die bevoegdheid dus belangrijker dan de bevoegdheid tot het nemen van individuele

.../...

L. 13.189/2.

beslissingen. Volgens de rechtspraak van hoven en rechtbanken (1) en van de Raad van State (2), kan de Koning niettemin verordenende bevoegdheid opdragen, vooral aan een minister, wegens diens grondwettelijke status. Zelfs wanneer een verordenende bevoegdheid door de Koning aan een minister wordt opgedragen, moet ze, overeenkomstig de hiervoren aangehaalde beginselen, een strak omschreven doel hebben; zij mag er alleen in bestaan dat de minister gemachtigd wordt tot het vaststellen van de maatregelen ter uitvoering van een verordening waarvan alle fundamentele bepalingen door de Koning zelf zijn vastgesteld (3) (4).

---

(1) Cass. 4 mei 1920, Pas. 1920, I, 137 met de conclusies van advocaat-generaal Demeure; 13 mei 1935, Pas. 1935,I,247. Beroep Brussel, 20 sept. 1930, met de conclusies van advocaat-generaal Louveaux, "Belg. Jud." 1931, kol. 15; Beroep Brussel, 28 januari 1939, Pas. 1941, II, 70.

(2) R. v. S. 11 september 1959. "Union nationale des opticiens de Belgique", nr 7211, Verz.blz. 577; 29 juni 1962, P.V.B.A. FIRENTRA en N.V. ENREMA, nr 9486, Verz., blz. 626. Zie ook "LES NOVELLES, Droit administratif, Tome VI, Le Conseil d'Etat", nrs 1253-1265, Brussel, Larcier, 1975.

(3) Zie de verwijzingen in de vorige noten. Zie ook, in het advies van de Raad van State over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut geworden is, de opmerking bij artikel 75 van het ontwerp (Belgisch Staatsblad van 15 maart 1961, blz. 2006).

(4) Deze passus herhaalt grotendeels een uittreksel uit het advies van de Raad van State L. 10.778/2 van 2 juli 1969 over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

.../...

Nog beperkter - beperkt tot het vaststellen van zuiver bijkomstige bepalingen - is de mate waarin de Koning verordenende bevoegdheid kan opdragen aan andere overheden dan een Minister, b.v. de chef van de generale staf en de vaste wervingssecretaris (1). Die overheden hebben immers vanzelfsprekend niet de prerogatieven welke de Grondwet aan de Ministers verleent noch dragen zij de bijzondere verantwoordelijkheid die krachtens de Grondwet op de Ministers rust.

Allereerst moet dan worden gesteld dat het bepalen van de aanvaardingsvoorwaarden en de selectiecriteria met het oog op het kiezen van de kandidaten die de hogere stafcursus mogen volgen, een van de essentiële aangelegenheden is welke de ontwerp-besluiten dienen te regelen. De zaak is van het hoogste belang voor de betrokken officieren, want de regels die worden vastgesteld voor de aanvaarding en de selectie van de kandidaten met het oog op het volgen van de hogere stafcursus, zullen vanzelfsprekend tot gevolg hebben dat die cursus door de enen wel en door de anderen niet gevolgd mag worden.

Het kapitale belang van de regels tot vaststelling van de aanvaardingsvoorwaarden en de selectiecriteria brengt mee, dat het uitsluitend aan de Koning toekomt, deze te bepalen.

.../...

---

(1) R.v.S. 18 januari 1955, LAURENS, nr 4004, Verz. blz. 77; 10 september 1976, Furnemont, nr. 17.770, Verz. blz 751.

Bijgevolg dient in het ontwerp-koninklijk besluit L. 13.189/2, artikel 11, § 2, d.i. de bepaling waarbij de Koning de bevoegdheid tot het vaststellen van die voorwaarden en criteria aan de Minister van Landsverdediging opdraagt, te vervallen. In het ontwerp-ministerieel besluit L. 13.190/2 van zijn kant moeten vervallen de bepalingen van de artikelen 6 en 7, die de voorwaarden voor de aanvaarding en de criteria voor de selectie van de kandidaten stellen; de Regering behoort die bepalingen in het koninklijk besluit op te nemen, nadat ze mede met inachtneming van de algemene opmerking I en van sommige hiernavolgende bijzondere opmerkingen zijn bijgewerkt.

Ten tweede moge erop worden gewezen dat artikel 14, § 2, van het ontwerp-koninklijk besluit L. 13.189/2 als volgt geredigeerd is :

"§ 2. De opdracht en de samenstelling van de examencommissie worden bepaald door de Minister van Landsverdediging of de militaire autoriteit die hij aanwijst".

In zover artikel 14, § 2, betrekking heeft op de opdracht van de examencommissie, lijkt het overbodig. Artikel 15 blijkt die opdracht immers volledig genoeg te omschrijven.

.../...

Mocht artikel 14, § 2, voor zover het betrekking heeft op de taak van de commissie, niettemin ergens toe strekken en de Minister van Landsverdediging machtigen om op dat gebied belangrijke maatregelen te nemen, dan zou het een opdracht van bevoegdheid inhouden die de grenzen van het toegestane overschrijdt. Dezelfde opmerking geldt a fortiori voor een subdelegatie door de Minister van Landsverdediging aan een door hem aangewezen militaire autoriteit.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen zal verderop een nieuwe tekst worden voorgesteld voor artikel 14, § 2, van het ontwerp van koninklijk besluit.

Ten derde blijkt dat artikel 11 van het ontwerp van ministerieel besluit een aangelegenheid regelt die als essentieel moet worden beschouwd : het bepaalt in welke gevallen een officier-kandidaat moet worden geacht een "definitieve mislukking" te hebben opgelopen. Wegens het belang van de desbetreffende regels behoren deze door de Koning te worden vastgesteld. Het is dus zaak van de Regering de bepalingen van artikel 11 van het ontwerp-ministerieel besluit in het koninklijk besluit op te nemen, na ze te hebben aangepast overeenkomstig de opmerkingen van de Raad van State.

.../...

IV. Diverse "voorstellen" door het ontwerp voorgeschreven voor het nemen van bepaalde beslissingen.

In het ontwerp-koninklijk besluit L. 13.189/2 en nog meer in het ontwerp-ministerieel besluit L. 13.190/2 staan artikelen die voorzien in een "voorstel" dat door een overheid moet worden gedaan vooraleer een andere overheid een beslissing neemt : artikel 13 en artikel 15, § 2, van het ontwerp-koninklijk besluit, artikel 2, §§ 1 en 3, artikel 4, artikel 5, artikel 6, 1°, artikel 9, artikel 11, 1°, artikel 12 en artikel 13 van het ontwerp-ministerieel besluit. Artikel 11, § 3, van het ontwerp-koninklijk besluit gebruikt in de Nederlandse versie "voorgesteld" en in de Franse "présentées", terwijl artikel 5 van het ontwerp-ministerieel besluit werkt met de term "voordragen".

De formaliteit van het voorstel heeft rechtsgevolgen die naar gelang van het geval sterk uiteenlopen. De term "voordracht" heeft evenmin een welomschreven betekenis. Nu eens wordt hij gebruikt voor een formaliteit die volkomen gelijk is aan het voorstel, dan weer voor een formaliteit die daarvan onderscheiden is doordat zij noodzakelijkerwijs betrekking heeft op verscheidene kandidaten en doordat anderzijds het getal van de voor te stellen kandidaten beperkt is.

Inzake benoeming is het zo dat, als het voorstel uitgaat van een overheid die hiërarchisch niet ondergeschikt is aan de benoemende overheid, deze laatste haar keuze slechts op een van de haar voorgestelde kandidaten kan laten vallen. Volgens de bevorderingsregeling die voor de rijksambtenaren van de tweede categorie vastgesteld was door de oorspronkelijke

.../...

tekst van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, kon de Minister de bevordering bijvoorbeeld niet toekennen aan een kandidaat die niet door de directieraad was voorgesteld (1). Wanneer de benoemende overheid meent niet te kunnen instemmen met het haar gedane voorstel, kan zij om een nieuw voorstel verzoeken (2). Die overheid zou dat prerogatief echter niet hebben als de overheid die het voorstel of de voordracht moet doen, te haren opzichte volkomen onafhankelijk was, zoals hoven en rechtbanken onafhankelijk zijn ten opzichte van de Koning (Grondwet, artikel 99, tweede en derde lid).

Nog steeds inzake benoemingen is het zo dat, als de voorstellende overheid hiërarchisch ondergeschikt is aan de overheid die tot beslissen bevoegd is, deze laatste geenszins gebonden is door het voorstel; dit heeft in zodanig geval slechts de waarde van een gewoon advies (3).

.../...

---

(1) R.v.S. 16 maart 1961, PLISSART en CREPIN, nr. 8485, Verz. blz. 268; 6 juni 1961, LE RIJCKE, nr. 8643, Verz. blz. 516; 12 december 1961, HOMMELEN, nr. 9028, Verz. blz. 1132. Zie ook in verband met verschillende soortgelijke voorstellen of voordrachten, bijvoorbeeld R.v.S. 24 november 1961, GERARD, nr. 8989, Verz. blz. 1060; 17 juni 1966, Arrondissementskamer van gerechtsdeurwaarders van het arrondissement Brussel en consorten, nr. 11.880, Verz. blz. 608; 12 januari 1968, GRAFF, nr. 12.762, Verz. blz. 44.

(2) Zie de hiervoren aangehaalde arresten van 16 maart, 6 juni en 12 december 1961.

(3) R.v.S. 1 december 1966, ROOSENS en consorten, nr. 12.084, Verz. blz. 1007; "Rec. jur. dr. adm. et Conseil d'Etat 1967, blz. 67).

Voorstellen zijn er ook in een andere aangelegenheid die los staat van de benoeming maar die eveneens de openbare ambtsdragers en de ambtenaren van de besturen aangaat : namelijk de tucht. Op dat gebied zijn veel van de voorgeschreven voorstellen substantiële vormvereisten, waaraan regelmatig moet voldaan zijn wil de eindbeslissing geldig zijn. Hoever de gevolgen van het voorstel reiken, zal afhangen van het toepasselijke statuut. Voor de rijksambtenaren is het voorlopige voorstel (1) van tuchtstraf niet, het definitieve voorstel wel een substantieel vormvereiste. Tegen dat definitieve voorstel staat beroep open bij een raad van beroep die een advies uitbrengt. Een strengere beslissing dan in het advies is aangegeven, kan worden genomen, maar dan, al naar het geval, alleen door de Koning of door de Minister, en bij een met redenen omkleed besluit (koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, deel X).

Voor het nemen van beslissingen van een geheel andere aard en onder meer in een groot aantal van de gevallen waarin het gaat om de procedure voor het vaststellen van verordeningsbepalingen, hebben de teksten die een voorstel van een overheid of een college met adviesbevoegdheid voorschrijven, tot doel aan die overheid of aan dat college de bevoegdheid te geven om een gewoon advies uit te brengen terwijl zij die adviesbevoegdheid aanvullen met een recht van initiatief.

In zijn advies L. 8273/2 over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en

.../...

---

(1) R.v.S. 13 oktober 1953, LEURQUIN, nr. 2809, Verz. blz. 1237.

organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, heeft de Raad van State opgemerkt dat verscheidene bepalingen van het ontwerp het woord "voorstel" gebruikten, maar dan in verschillende betekenissen. Hij heeft de Regering de aanbeveling gedaan "de tekst aandachtig door te nemen, opdat geen dubbelzinnigheid op dit gebied overblijft" (Gedr. St., Kamer, zitting 1962-1963, nr. 527/1, blz. 43-44).

De bepalingen van de onderhavige ontwerpen die een aan bepaalde beslissingen voorafgaand voorstel voorschrijven, zouden eveneens moeten worden herzien.

Het spreekt vanzelf dat bestuurschefs, wegens hun ambt zelf, voorstellen aan de Minister kunnen doen, en moeten doen indien hij erom verzoekt, met dien verstande dat, waar nodig, de hiërarchische weg moet worden gevolgd. Om diezelfde reden kan de chef van de generale staf voorstellen doen aan de Minister van Landsverdediging die, zelfs zonder dat een tekst daarin voorziet, hem kan vragen voorstellen te doen.

Artikel 13 van het ontwerp-koninklijk besluit bepaalt dat de Minister van Landsverdediging het programma van de hogere stafcursus bepaalt "op voorstel van de militaire autoriteit die hij aanduidt". Artikel 4 van het ontwerp-ministerieel besluit bepaalt :

"Artikel 4.-

Na raadpleging van de commandant van het Instituut stelt de chef van de generale staf aan de Minister van Landsverdediging de omlijsting van het onderwijs en de richtlijnen van het onderwijsprogramma voor in functie van de behoeften van de krijgsmacht".

.../...

Opdat er in de praktijk een voorstel van de chef van de generale staf kan zijn vooraleer het programma van de cursus wordt vastgesteld, is het geenszins nodig dat een verordeningstekst dat voorstel voorschrijft. Schrijft hij het wél voor, dan kan daaruit een moeilijkheid ontstaan in verband met de omvang van de rechtsgevolgen van het voorstel : men zou zich kunnen afvragen of de Minister, indien hij niet ten volle achter het voorstel van de chef van de generale staf staat, niet verplicht zou zijn hem om een nieuw voorstel te verzoeken. Dat lijkt een zeer logge procedure te worden. De Regering dient uit te maken of het, ter voorkoming van zodanige moeilijkheden, niet de voorkeur verdient in artikel 13 van het ontwerp-koninklijk besluit de vermelding van het voorstel van de door de Minister aan te wijzen militaire autoriteit en, in artikel 4 van het ontwerp-ministerieel besluit, de vermelding van het voorstel van de chef van de generale staf achterwege te laten. Een andere oplossing zou zijn, het "voorstel" te vervangen door een "advies".

Soortgelijke opmerkingen gelden ook - naast de andere die erover gemaakt zijn - voor de artikelen 12 en 13 van het ontwerp-ministerieel besluit. Het is zaak van de Regering uit te maken of in een verordeningstekst voorstellen van de chef van de generale staf of van de commandant van het Hoger Instituut voor Defensie voorgeschreven moeten worden.

Artikel 2, § 1, van het ontwerp-ministerieel besluit bepaalt : "De kandidatuur van de burgerlijke en militaire professoren alsook van de docenten wordt voorgedragen aan de Minister van Landsverdediging door de chef van de generale staf". Deze bepaling lijkt zo te moeten worden geïnterpreteerd dat zij, overeenkomstig een inzake benoeming vaak gevolgde re-

.../...

gel, verhindert dat de Koning en de Minister andere dan de door de chef van de generale staf voorgestelde kandidaten zouden kiezen.

Mocht de Regering bedoelen de vrije keuze van de Koning en van de Minister te beperken, dan zou dat met zoveel woorden in de tekst moeten worden gezegd; omdat die regel zo belangrijk is, zou hij dan in het ontworpen koninklijk besluit moeten komen.

Wat de aanvaarding en de selectie van de officieren-kandidaten voor de hogere stafcursus betreft, zouden de teksten zo geredigeerd moeten worden dat duidelijk blijkt welke bevoegdheden onderscheidenlijk toekomen : in de eerste plaats aan de stafchefs van de krijgsmachtdelen, aan de chef van de medische dienst of aan de commandant van de rijkswacht; vervolgens aan de chef van de generale staf en ten slotte aan de Minister. De bepalingen van artikel 11, § 3, van het ontwerp-koninklijk besluit en die van de artikelen 5, 6 en 7 van het ontwerp-ministerieel besluit zouden moeten worden herzien overeenkomstig de opmerkingen van de Raad van State.

De bepalingen van artikel 15, §§ 2 en 3, van het ontwerp-koninklijk besluit zouden zo moeten worden herzien dat duidelijk uitkomt of zij al dan niet een beoordelingsbevoegdheid aan de Koning of aan de Minister laten en of het in § 2 bedoelde voorstel van de Minister al dan niet onderscheiden is van de voordracht die voor het medeondertekenen van een koninklijk besluit vereist is.

Door in een verordeningstekst te bepalen dat de chef van de generale staf een voorstel doet vooraleer de Minister

.../...

van Landsverdediging zijn beslissing neemt om de tot het Hoger Instituut toegelaten officieren vrij te stellen van een gedeelte van de cursus, lijkt artikel 9 van het ontwerp-ministerieel besluit dat voorstel verplicht en tot een substantieel vormvereiste te maken. Mocht deze interpretatie niet die van de Regering zijn, dan zou artikel 9 zo moeten worden gewijzigd dat de vermelding van het bewuste voorstel vervalt.

Artikel 11, 1°, van het ontwerp van ministerieel besluit impliceert dat tegen een officier die tot de hogere stafcursus toegelaten is, een beslissing kan worden genomen die hem verbiedt die cursus verder te volgen omdat hij ongeschikt bevonden zou zijn om redenen die zeer uiteenlopend kunnen zijn.

De tekst zegt niet welke overheid bevoegd is om de bewuste beslissing te nemen. Verondersteld mag worden dat dit, overeenkomstig de algemene regels, zaak van de Minister van Landsverdediging zal zijn.

Door te bepalen dat de commandant van het Instituut een voorstel moet doen vooraleer de Minister beslist de voortzetting van de cursus te verbieden, lijkt artikel 11 van het ontwerp-ministerieel besluit wel degelijk een substantieel vormvereiste te stellen, hetgeen normaal is in een aangelegenheid die waarborgen vergt.

\+

\+ \+

Onder voorbehoud van deze algemene opmerkingen heeft de Raad van State de teksten onderzocht.

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKSTEN.

Ontwerp van koninklijk besluit houdende inrichting van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie (L. 13.189/2).

AANHEF.

Uit de eerste twee algemene opmerkingen is gebleken dat het ontwerp zijn rechtsgrond vindt in artikel 68 van de Grondwet.

Het ontwerp zou in zijn aanhef naar die bepaling moeten verwijzen.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Voorgesteld wordt het tweede en derde lid van dit artikel als volgt te redigeren :

"Het ressorteert onder de Minister van Landsverdediging, die de chef van de generale staf raadpleegt over alle problemen in verband met het Instituut.

De Minister van Landsverdediging kan, in bepaalde aangelegenheden en in de vorm welke hij bepaalt, aan de chef van de generale staf bevoegdheid verlenen met het oog op de organisatie en de werkwijze van het Instituut".

.../...

Artikel 2.

Mocht de Regering met de woorden "Het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie verstrekt aan de hogere kaders ..." en inzonderheid met de woorden "hogere kaders" willen bepalen dat het Instituut alleen voor hoofdofficieren toegankelijk is, dan zou tegen de bepaling van het eerste lid het bezwaar in te brengen zijn dat in de eerste algemene opmerking gemaakt is.

Artikel 3.

Logischer zou zijn, dit artikel een plaats te geven aan het eind van het hoofdstuk, na de bepalingen betreffende de algemene organisatie die door de Koning zelf zijn vastgesteld.

Het zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel ...-

De Minister van Landsverdediging bepaalt de aanvullende regels inzake de algemene organisatie van het Instituut".

Artikel 4.

Voor dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 4.-

De personeelsformatie van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie, vastgesteld door de Minister van Landsverdediging, omvat :

1° ...;
2° ...;
3° ...;

.../...

4° administratief personeel bestaande uit officieren, militair lager personeel en burgerpersoneel".

Artikel 5.

Opdat de bedoeling van de Regering nauwkeuriger tot uiting komt, wordt voorgesteld de §§ 2 en 3 als volgt te redigeren :

"§ 2. De burgerlijke buitengewoon hoogleraren worden ieder jaar aangesteld; hun aanstelling kan worden hernieuwd. Voor het berekenen van hun bezoldiging wordt rekening gehouden met het aantal uren onderricht dat zij geven.

De burgerlijke medewerkers worden voor een jaar aangesteld; hun aanstelling kan worden hernieuwd maar niet voor langer dan de werken waaraan zij deelnemen duren.

§ 3. De militairen mogen hun hoofdambt bij de krijgsmacht cumuleren met de bijbetrekking van buitengewoon hoogleraar of van medewerker".

Artikel 6.

§ 1. De woorden "worden benoemd" lijken weinig geschikt ter aanduiding van hetgeen veeleer een dienstaanwijzing voor militaire hoogleraren, militaire buitengewoon hoogleraren en docenten en een tijdelijke aanstelling voor burgerlijke buitengewoon hoogleraren blijkt te zijn.

.../...

Het ware derhalve verkieslijk in § 1 te lezen :

"... de militaire hoogleraren, de buitengewoon hoogleraren en de docenten worden voor hun ambt aangewezen en ervan ontheven door de Koning".

+

§ 2. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 21 juni 1960 bepaalt in het tweede lid :

"De burgerprofessoren, de buitengewone burgerprofessoren en de burgerdocenten moeten in het bezit zijn van een diploma van doctor, van apotheker, van ingenieur of van geaggregeerde van het hoger onderwijs".

Artikel 6, § 2, van het ontwerp daarentegen bepaalt : "De buitengewone burgerprofessoren moeten drager zijn van een diploma van doctor, van ingenieur of van licentiaat, geaggregeerd van het hoger onderwijs".

Uit deze tekst blijkt niet duidelijk of de Regering bedoelt te bepalen dat burgerlijke buitengewoon hoogleraren in ieder geval geaggregeerden voor het hoger onderwijs moeten zijn.

Bovendien zou deze voorwaarde in de huidige stand van de wetgeving op het toekennen van de academische graden voor de meeste licentiaten onmogelijk te vervullen zijn, daar het aggregaat voor het hoger onderwijs in de meest algemene regel alleen openstaat voor doctors (zie artikel 2, s, van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 augustus 1971).

.../...

Paragraaf 2 zou op dat punt moeten worden herzien.

+

Artikel 7.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 7.-
De tijdelijke medewerkers en de in artikel 4, 4°, bedoelde leden van het administratief personeel worden aangewezen door de Minister van Landsverdediging of door de militaire autoriteit die hij te dien einde machtigt".

Artikel 9.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 9.-
Het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie organiseert een hogere stafcursus; die cursus loopt over een academiejaar".

Artikel 10.

De tweede volzin van dit artikel voegt niets toe aan de eerste en kan bijgevolg vervallen.

.../...

Artikel 14.

Voorgesteld wordt § 1 als volgt te redigeren :

"§ 1. Op het einde van de cursus leveren de kandidaten een persoonlijk werk in, dat zij voor een examencommissie mondeling verdedigen; dat werk is tijdens het cursusjaar opgesteld en behandelt de defensieproblemen in de ruimste zin van het woord".

In § 2 dient geen melding te worden gemaakt van de "opdracht" van de examencommissie daar die omschreven is in artikel 15. Wel zou deze paragraaf moeten bepalen dat de regels betreffende de werkwijze van de examencommissie ook door de Minister van Landsverdediging moeten worden vastgesteld.

Voorgesteld wordt :

"§ 2. De samenstelling en de werkwijze van de examencommissie worden bepaald door de Minister van Landsverdediging".

Artikel 18.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 18.-

Burgerlijke en militaire deelnemers mogen betrokken worden bij de sessies die het Instituut organiseert. De Belgische militaire deelnemers worden door de Minister van Landsverdediging aangewezen; de burgerlijke en de buitenlandse militaire deelnemers worden door hem uitgenodigd".

.../...

Artikel 21.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 21.-
Het koninklijk besluit van 21 juni 1960 houdende inrichting van de Krijgsschool, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 december 1966, 3 december 1970 en 1 oktober 1973, wordt opgeheven".

SLOTOPMERKING.

Het formulier tot uitvoering van het koninklijk besluit ontbreekt. Het ontwerp moet met de volgende bepaling worden aangevuld :

"Artikel 22.-
Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit".

Ministerieel besluit houdende inrichting van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie (L. 13.190/2).

Artikel 1.

De Franse tekst van het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"L'Institut royal supérieur de défense se compose d'un commandement, d'une direction des études et de services".

.../...

Artikel 2.

Voor § 2 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"§ 2. De chef van de generale staf wijst de medewerkers, de officieren, de leden van het militair lager personeel en van het burgerpersoneel aan onder voorbehoud van de toepassing, wat het burgerpersoneel betreft, van het bepaalde in het ... (voorts zoals in het ontwerp, maar men schrijve "laatsten" in plaats van "laatste")".

Paragraaf 4 bepaalt :

"§ 4. De chef van de generale staf verleent aan het Instituut de infrastructuur, het materieel en de steun die hij nodig acht voor het vervullen van de opdracht waarmede het Instituut belast is".

Deze tekst doet een aantal problemen rijzen. De woorden "verleent", "infrastructuur", "steun" lijken niet dienstig.

Deze paragraaf moet duidelijker worden gesteld.

Artikel 3.

Krachtens dit artikel kan de chef van de generale staf de commandant van het Instituut belasten met andere onderwijsopdrachten dan in het ontwerp van koninklijk besluit zijn bepaald.

.../...

Zodanige opdrachten vallen buiten de taak die het koninklijk besluit aan het Instituut heeft opgedragen.

Hoever de aan het Instituut opgedragen taken reiken, moet door de Koning worden uitgemaakt.

Artikel 5.

Aan het slot van dit artikel moet worden gelezen : "binnen de grenzen van het getal vastgesteld ...", ter wille van de overeenstemming van deze bepaling met artikel 11, § 1, van het ontworpen koninklijk besluit. Aangezien het om een ministerieel besluit gaat, lijkt het onnodig te preciseren dat de kandidaturen aan de Minister van Landsverdediging worden voorgedragen.

Artikel 6.

De tekst onder 2° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"2° de beroeps-, morele en lichamelijke hoedanigheden bezitten die vereist zijn om in de nationale of internationale staven te dienen;".

Artikel 7.

De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat 3° en 4° beter als volgt zouden worden gelezen :

"3° de wijze van dienen in de uitgeoefende functies van officier;

.../...

4° de persoonlijkheid van de kandidaat".

Artikel 9.

De draagwijdte van de tweede volzin van dit artikel komt niet duidelijk tot uiting. Hij lijkt tegenstrijdige bepalingen te bevatten. Het artikel zou moeten worden herzien.

Artikel 10.

Aan het slot van § 2, 1°, c, dient te worden gelezen : "... volgens het krijgsmachtdeel of de dienst waartoe de kandidaat behoort;".

§ 4. Door te verwijzen naar het koninklijk besluit van 31 juli 1969, dat alleen op de militaire examinatoren betrekking heeft, voegt deze paragraaf - en dat is ook de mening van de gemachtigde van de Regering - niets toe aan dat koninklijk besluit en evenmin aan artikel 31 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wet van 13 november 1974. Er is des te meer reden om deze paragraaf achterwege te laten, daar de Minister stellig niet bevoegd is om regelen ter uitvoering van artikel 31 vast te stellen.

De toepassing van dat artikel op de eventuele burgers in de examencommissie kan een moeilijkheid opleveren waarop de Raad van State de aandacht van de Regering meent te moeten vestigen. Sedert de inwerkingtreding van de eerdervermelde wet van 13 november 1974 levert de examinator het bewijs van de grondige kennis van de taal waarin de recipiëndi

.../...

moeten worden ondervraagd, op de wijze voorgeschreven in artikel 2 of in artikel 7 van de wet van 30 juli 1938. Hieruit volgt dat - tenzij zij als gewezen militair geslaagd zijn voor de examens bedoeld in de artikelen 2 en 7 - de burgers in de examencommissie die geen diploma als voorgeschreven in artikel 7, § 1, 1°, van de wet van 30 juli 1938 behaald hebben in de taal van de recipiëndi en derhalve geen aanspraak kunnen maken op een analoge toepassing van de laatstgenoemde bepaling, over geen enkel wettelijk middel beschikken om het bewijs te leveren van de grondige kennis van die taal.

Artikel 11.

Het is wenselijk dat de tekst de overheid aanwijst die bevoegd is om vast te stellen of uit te spreken dat de kandidaat niet geslaagd is.

De volgende tekst wordt voorgesteld, naar analogie van artikel 18 van het koninklijk besluit van 21 juni 1960 :

"Artikel 11.-

De Minister van Landsverdediging verklaart definitief niet geslaagd de kandidaat die :

1° zijn studie niet voortzet zonder een door de chef van de generale staf of de commandant van de rijkswacht als geldig erkende reden, of zonder de toestemming van een van hen;

2° na door de commandant van het Instituut te zijn gehoord en op diens met redenen omkleed voorstel ongeschikt wordt bevonden om de cursus verder te volgen;

3° niet voorgesteld wordt voor toekenning van de titel van stafbrevethouder".

La chambre était composée de

Messieurs : F. REMION, président,
de Heren : voorzitter,

P. TAPIE, président de chambre,
kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat,
staatsraad,

R. PIRSON, assesseurs de la
section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J.-J. STRIJCKMANS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-J. STRIJCKMANS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. F. REMION.